

François Mitterrand et l'Afrique

XVI^e
conférence
des chefs
d'État de
France et
d'Afrique à
La Baule.
Conférence
de presse
dans le grand
auditorium
d'Atlantia.
*Institut
François
Mitterrand.
DR.*



CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH*

François Mitterrand avait une longue expérience de l'Afrique telle que la voyaient les hommes politiques des années 1950. Enfant de la III^e République, il avait été éduqué devant les planisphères roses des territoires français d'outre-mer. Il le démontre dès 1953 (puis 1957) à l'occasion des ouvrages qu'il lui consacre, où il prône la plus grande France « du Congo au Rhin ». Tout ministre de l'Outre-mer qu'il ait été en 1950-51, au moment glorieux de l'« Union française », il était mal informé des réalités africaines. Il en resta plus ou moins jusqu'au bout au paternalisme autoritaire qui prévalait lors de son premier voyage (1946) : alors existait une conjonction indéniable entre la volonté impériale française à son apogée au lendemain des campagnes d'Afrique, et l'aspiration des Africains à la citoyenneté selon le modèle assimilationniste des Dom (1946), et l'existence depuis 1916 d'une vie politique à la française pour les « originaires » citoyens des « quatre communes » du Sénégal (Gorée, Saint-Louis, Rufisque et Dakar) : d'où, au lendemain de la guerre, la citoyenneté accordée à tous les anciens colonisés (loi du socialiste sénégalais Lamine Gueye, votée par la première Assemblée constituante avant d'être limitée à la « citoyenneté de l'union française » par la Constitution révisée).

*Catherine Coquery-Vidrovitch. Professeur émérite de l'Université Paris 7-Paris Diderot.

François Mitterrand ne changea guère au fil du temps. Ministre de l'Intérieur de Pierre Mendès France en 1954, bien que partisan de réformes sociales en Algérie, il ne comprit pas, à la différence de Gaston Defferre, la nécessité de l'indépendance. En mars 1956 toute la gauche, PCF compris, avait voté les pouvoirs spéciaux aux militaires. François Mitterrand devint garde des Sceaux sous Guy Mollet et demeura intraitable : vice-président du Conseil de la magistrature, il ne vota la grâce que pour 8 des 45 nationalistes condamnés à mort. Peu disert à ce propos, le président confia plus tard le regretter.

Il ne connaissait bien que Félix Houphouët-Boigny : il s'enorgueillit jusqu'à la fin d'avoir su négocier le désapparemment du Parti communiste de la part du PDCI-RDA (branche ivoirienne du *Rassemblement démocratique africain*) pour le faire opter en faveur de l'UDSR. Sous des dehors amènes, il partageait avec la grande majorité de ses concitoyens un certain mépris pour les Africains subsahariens ; en 1957, il enrageait que le Ghana devienne indépendant ; malgré la loi Defferre (loi-cadre) de 1956 qui instaurait le suffrage universel en Afrique subsaharienne, il n'incriminait que la Grande-Bretagne qui l'aurait favorisé uniquement pour fomentier des ennuis au rival français.

On ne perçoit guère de changement majeur dans cette position personnelle au fil de sa carrière. La présence

française en Afrique (coloniale puis postcoloniale) resta pour lui un impératif international : c'est « *un pré carré dont je revendique, lorsqu'il est empiété, qu'il soit reconquis et rendu à la France [...] Il n'y a pas de hiatus dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après. Si la méthode a changé, l'objectif est resté. Il consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France* ». Néanmoins, en 1981, au début de son premier mandat présidentiel, il composa avec le Parti socialiste. Le groupe d'études africaines y fut longtemps dominé par la personnalité de militants très au fait de la situation de l'Afrique et de Madagascar, car c'était des chercheurs de terrain. La liaison fut effectuée, au début de son mandat, par la personnalité qu'il imposa pour remplacer l'éminence grise africaine de De Gaulle (le fameux Jacques Foccart, honni par la gauche), à la tête du bureau des Affaires africaines de l'Élysée. Guy Penne, professeur d'odontologie à l'université Paris-7, avait l'avantage de représenter, d'une part, les Français de l'étranger, et d'autre part et surtout, d'être franc-maçon, appartenance très partagée par les chefs d'État africains francophones.

Guy Penne ne connaissait rien à l'Afrique ; il eut donc le réflexe de faire appel aux compétences du parti pour l'informer : il leur confia le soin de susciter un groupe de chercheurs « de gauche » qui devait périodiquement « plancher » devant lui à l'Élysée, afin de l'instruire des cas les plus urgents et délicats. Une douzaine de spécialistes traitèrent ainsi tour à tour du Nigeria, du Rwanda, du Cameroun, bref apportant leur savoir au politique, en ayant le sentiment de servir à quelque chose. Néanmoins, Guy Penne s'inscrivit dans le mode de rapports personnels que le président affectionnait vis-à-vis des chefs d'État africains ; François Mitterrand avait pris cette habitude du temps où il avait côtoyé certains d'entre eux députés de l'Union française à l'Assemblée nationale (Houphouët-Boigny, Senghor et quelques autres). Il estimait qu'étaient plus important que la diplomatie d'État à État les contacts directs avec ceux qui étaient devenus des potentats dictatoriaux. De plus en plus souvent, durant ces séances mensuelles, Guy Penne devait s'absenter pour un appel téléphonique direct de tel ou tel chef d'État. Sa curiosité des débuts étant assouvie, la rupture avec le groupe devint effective après le renvoi du ministre délégué chargé de la Coopération, Jean-Pierre Cot. Celui-ci luttait contre la préférence à l'égard du *pré carré*, dit aussi, dans le langage des milieux de la coopération, « les pays du champ ». Jean-Pierre Cot voulait prôner en Afrique un esprit démocratique, et mettre fin à la Françafrique (déjà !). Il rêva de fonder le pré carré dans le ministère des Affaires étrangères (ce qui ne fut réalisé que vingt ans plus tard). Les chefs d'État obtinrent, le président du Gabon Omar Bongo en tête, son limogeage. Quant à Guy Penne, débordé, il recruta le fils du président, Jean-Christophe. Le politiste du groupe de conseillers, Jean-François Bayart, avait été le premier à claquer la porte et en tira un petit livre féroce. Le groupe disparut, et Jean-Christophe, bientôt surnommé « Papi-m'a-dit », prit les commandes.

Dès lors, la politique de Mitterrand devint peu lisible. Les socialistes l'incitaient à promouvoir la démocratie.

Les premiers discours de Jean-Pierre Cot évoquaient le respect des libertés, les droits de l'Homme, l'argent, les objectifs ambitieux, les mises en demeure aux « *dictateurs* » et la lutte contre les « *forces rétrogrades* ». À la Conférence internationale sur la coopération et le développement de Cancún (Mexique), en octobre 1981, le chef de l'État s'érigea en défenseur des peuples opprimés, des faibles et des pauvres, en champion du droit et de la solidarité planétaire. Au sommet franco-africain le mois suivant, il déclara aux chefs d'État qu'il ne saurait concevoir l'action de la France dans leurs pays sans la justice : « *Nous nous tiendrons à vos côtés pour bannir le tragique spectacle de la violence, de la répression et, dans combien d'endroits du monde, du colonialisme et de l'apartheid.* » Mais, à l'inverse, les intérêts français (politiques et financiers) l'incitaient à laisser faire, ce qu'il fit, notamment lors des phases de cohabitation, où Chirac eut le champ libre en Afrique : même Foccart fut un moment rappelé.

Néanmoins, les temps avaient changé. Périodiquement, Mitterrand rassurait ses électeurs par des discours et des actions ponctuels, tels la défense du tiers-monde dans les instances internationales ou la lutte contre l'*apartheid*. La chute du mur de Berlin ouvrait une ère nouvelle, dont les soubresauts se firent bientôt sentir en Afrique, ne serait-ce que par la libération de Nelson Mandela qui ne fut pas un hasard deux mois plus tard. En Afrique francophone, la « société civile » commençait à secouer le joug des dictateurs et ouvrit l'ère des « conférences nationales populaires » qui avaient bien l'intention de faire entendre la voix de toutes les couches de la nation. La première s'ouvrit à Cotonou (Bénin) en février 1990, d'autres allaient bientôt suivre, y compris au Gabon, où Bongo promit quelques concessions. Mitterrand entérina le mouvement : au 16^e sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990, il fit sensation en affirmant que l'aide de la France dépendrait des avancées dans la voie de la démocratie et des droits de l'Homme. En France, la presse se déchaîna un moment contre l'affairisme. En Afrique, certains des peuples se soulevèrent : ainsi au Mali, où le dictateur Moussa Traoré résista en vilipendant le discours de La Baule, à ses yeux la cause de tous ses maux. Après plusieurs mois d'émeutes, dont la plus grave eut lieu en janvier 1991, le gouvernement français le lâcha, et le peuple de Bamako le chassa en mars.

Mais le président, malade, minimisait. Il ne réagit ni pour le Togo où Eyadema faisait régner la délation et la terreur (sans doute entravé par les compromissions de son fils dans ce pays), ni pour le Zaïre, ni sur le génocide au Rwanda. Il laissa faire Bongo, comme les autres gouvernants français le firent après lui pour des raisons analogues. Il se contenta de dire qu'il n'aimait pas qu'on attaquât ceux en qui il avait mis sa confiance, révélant ainsi, en fin de vie, son indifférence à l'évolution sociale pourtant évidente comme aux soubresauts dramatiques de ce continent si vivant. ■